

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 30

**6 MARS 1986. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon
créant une cellule administrative provisoire chargée de préparer la mise en place
de la Société Régionale Wallonne du Logement**

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi de réformes institutionnelles du 8 août 1980;
Vu le décret du Conseil Régional Wallon du 25 octobre 1984;
Vu la loi du 28 décembre 1984 portant restructuration de certains organismes d'intérêt public;
Vu l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations et autres services des Ministères, notamment l'article 5, 2°;
Vu l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif, modifié par l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 23 décembre 1985;
Vu l'arrêté du 27 janvier 1982 de l'Exécutif Régional Wallon portant règlement de son fonctionnement et modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985;
Vu l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif Régional Wallon du 23 décembre 1985;
Vu l'urgence;
Considérant qu'il s'impose de prendre sans délai toute disposition de nature à préparer l'exécution du décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement,

Arrête :

Section 1er. — Attributions

Article 1er. Il est institué une cellule administrative provisoire du logement, ci-après indiquée « la cellule ». La cellule est placée directement sous l'autorité du Ministre ayant le logement dans ses attributions.

Art. 2. La cellule est chargée de préparer la mise en place de la Société régionale wallonne du Logement. Elle a notamment pour mission :

- 1° d'étudier les problèmes résultant de la dissolution et de la liquidation de la Société nationale du Logement et de la Société nationale terrienne;
- 2° de lui proposer toute mesure appropriée concernant le transfert du personnel, des missions, des biens ainsi que des droits et obligations des organismes cités ci-avant;
- 3° de lui soumettre des propositions relatives aux mesures réglementaires et autres à prendre par l'Exécutif pour assurer l'exécution du décret instituant la Société régionale wallonne du Logement;
- 4° de lui faire toute proposition en vue de permettre à la Société régionale wallonne du Logement de remplir au mieux les missions qui lui ont été confiées par le décret du 25 octobre 1984, sur base des conclusions de l'audit « étude d'évaluation du logement social en Wallonie ».

Section 2. — Composition

Art. 3. La cellule ne peut comprendre plus de douze agents qui occupent les emplois suivants :

- Un directeur général.
- Un directeur général adjoint.
- Un actualre.
- Deux conseillers.
- Un Informaticien ou informaticien principal.
- Un ingénieur ou ingénieur principal.
- Un secrétaire d'administration.
- Un secrétaire principal de direction.
- Un rédacteur comptable.
- Un commis sténo-dactylo.
- Un commis.

Art. 4. Ne peuvent faire partie du personnel d'exécution, les agents de l'Etat, de la région ou de la communauté de niveau 1 ni les titulaires d'un grade équivalent appartenant aux autres services publics ou aux établissements d'enseignement subventionnés.

Art. 5. Les membres du Ministère de la région wallonne et plus généralement de tout service public, appelés à faire partie de la cellule, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi, ni continuer à en exercer, même à temps partiel, les attributions.

Section 3. — Nomination et fonctionnement

Art. 6. Les agents de la cellule sont nommés pour une période se terminant au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif portant dissolution de la cellule provisoire.

Art. 7. Le directeur général ou le directeur général adjoint reçoivent les instructions et ordres de service du Ministre pour la région wallonne qui a le logement dans ses attributions. Ils exécutent ces instructions et font rapport mensuellement au Ministre précité.

Art. 8. Les agents de niveau 1 de la cellule ont tout pouvoir d'investigation dans les services de la Société nationale du Logement et de la Société nationale terrienne en vue de l'exécution prévue à l'article 2.

Section 4. — Allocations et indemnités

Art. 9. Les traitements et les frais de fonctionnement de la cellule sont supportés par le budget de la région wallonne — partie Ministère de la Région wallonne.

Art. 10. Il est alloué aux agents de la cellule une allocation tenant lieu de traitement, fixée dans les échelles ci-après applicables au personnel des ministères.

— directeur général	16/1.
— Directeur général adjoint	10/1.
— Actuaire	13/4.
— Conseiller	13/2.
— Informaticien principal	11/6.
— Ingénieur principal	11/6.
— Ingénieur	10/3.
— Informaticien	10/3.
— Secrétaire d'administration	10/1.
— Secrétaire principale de direction	22/4.
— Rédacteur comptable	20/2.
— Commis sténo-dactylo	30/2.
— Commis	30/1.

Art. 11. La situation administrative des agents de la cellule qui font partie du personnel des ministères, et plus généralement de tout service public ou d'un établissement d'enseignement subventionné, est réglée par l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission.

Art. 12. La situation pécuniaire des agents de la cellule qui font partie des ministères, et plus généralement de tout service public ou d'un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit:

1° l'employeur autorise le détachement des ses agents et leur accorde une dispense de service pour la durée d'existence de la cellule;

2° pendant cette période, les agents sont placés en congé sans rémunération. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service;

3° la période du détachement est prise en considération pour le calcul de l'ancienneté et pour l'avancement de traitement de l'intéressé;

4° les agents obtiennent l'allocation tenant lieu de traitement prévue à l'article 10.

Art. 13. Les agents de la cellule bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de programmation et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévus pour le personnel des agents de l'Etat.

Section 5. — Dispositions générales relatives aux allocations et indemnités

Art. 14. Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 12, 13 sont payées mensuellement à terme échu. Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire des agents de l'Etat.

Art. 15. Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 12, 13 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation; à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 114,20.

Section 6. — Frais divers, utilisation de voiture

Art. 16. § 1er. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour et en matière de frais de parcours, les agents de la cellule sont assimilés au personnel des ministères exerçant des fonctions correspondantes. Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les agents de la cellule appartenant au personnel des ministères.

§ 2. Les articles 1er à 9 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours sont applicables *mutatis mutandis* aux agents de la cellule.

§ 3. L'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour les frais de séjour des membres du personnel des ministères est applicable *mutatis mutandis* aux agents de la cellule.

Art. 17. Les agents de la cellule peuvent être autorisés à utiliser leur voiture personnelle dans les conditions prévues dans le même arrêté pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés par le présent article. Ils sont dispensés de la tenue du livret de courses. Le total des autorisations d'utiliser une voiture personnelle ne peut dépasser 10 000 Km par an.

Section 7. — Indemnités de départ

Art. 18. Le Ministre ayant le logement dans ses attributions peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé des fonctions à la cellule et qui ne sont pas, soit titulaires d'une fonction dans un service de la région, de la communauté ou de l'Etat, un autre service public ou un établissement d'enseignement subventionné, soit titulaires d'une pension à charge du Trésor public.

Cette allocation est égale à un mois de l'allocation de Cabinet pour les personnes ayant occupé une fonction durant moins de 12 mois. Passé ce délai, l'allocation est égale à trois mois.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le Ministre ayant le logement dans ses attributions peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé des fonctions dans la cellule et qui sont exclusivement titulaires soit d'une ou plusieurs fonctions incomplètes dans un service du Ministère de la Région Wallonne, de la Communauté ou de l'Etat, dans un autre service public ou un établissement d'enseignement subventionné, soit d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor public se rapportant à une ou des carrières incomplètes.

Dans ce cas, l'allocation de départ, établie conformément au deuxième alinéa de l'article 12 et les allocations prévues aux articles 13 et 16 n'entrent pas en ligne de compte.

Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Section 8. — Frais de fonctionnement et plafond global des rémunérations

Art. 19. La moyenne des frais de fonctionnement afférente aux agents de la cellule ne peut excéder 100 000 F par an.

Ce montant est rattaché à l'indice 114,20 visé à l'article 15.

Art. 20. L'Exécutif détermine le plafond global des rémunérations et allocations afférentes aux agents de la cellule.

Section 0. — Dispositions finales

Art. 21. Il ne peut être dérogé aux dispositions du présent arrêté que de l'accord de l'Exécutif.

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets le 6 mars 1986.

Art. 23. Le Ministre ayant le logement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 mars 1986.

Le Ministre du Logement et de la Tutelle,

A. DALEM

Le Ministre-Président de l'Exécutif Régional Wallon,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 30

6. MÄRZ 1986. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Errichtung einer vorläufigen Verwaltungszelle, die mit der Vorbereitung der Einsetzung der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien beauftragt ist

Aufgrund des Gesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;
 Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 25. Oktober 1984;
 Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Anstalten;
 Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 7. März 1974 über die Anwerbung der Bediensteten in den Verwaltungen und anderen Dienststellen der Ministerien, insbesondere des Artikels 5, Punkt 2;
 Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung ihrer Arbeitsweise, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 23. Dezember 1985;
 Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß jegliche Maßnahme, die die Ausführung des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien vorbereiten könnte, unverzüglich genommen werden muß,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Abschnitt 1. — Zuständigkeitsbereich

Artikel 1. Es wird eine vorläufige Verwaltungszelle des Wasserwesens, nachstehend « die Zelle » genannt, errichtet. Die Zelle untersteht direkt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört.

Art. 2. Die Zelle ist mit der Vorbereitung der Einsetzung der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien beauftragt. Sie hat insbesondere die Aufgabe :

1° die Probleme, die sich aus der Auflösung und der Liquidierung der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für ländliche Wohnungsbauförderung ergeben, zu untersuchen;

2° ihr geeignete Maßnahmen über die Versetzung des Personals und die Übertragung der Aufgaben, der Güter sowie der Rechte und Verpflichtungen der obengenannten Einrichtungen vorzuschlagen;

3° ihr Vorschläge über die ordnungsgemäßen und anderen Maßnahmen zu unterbreiten, die die Exekutive zu treffen hat, um die Ausführung des Dekrets zur Errichtung der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien zu gewährleisten;

4° ihr Vorschläge aufgrund der Schlußfolgerungen der Machbarkeitsprüfung « Studie über die Schätzung der Sozialwohnung » zu unterbreiten, damit die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien, die ihr durch das Dekret vom 25. Oktober 1984 anvertrauten Aufträge so gut wie möglich erfüllen kann.

Abschnitt 2. — Zusammensetzung

Art. 3. Die Zelle darf höchstens 12 Bedienstete umfassen, die folgende Stellen innehaben :

eine als Generaldirektor;
 eine als beigeordneter Generaldirektor;
 eine als Aktuar;
 zwei als Berater;
 eine als Informatiker oder Hauptinformatiker;
 eine als Ingenieur oder Hauptingenieur;
 eine als Verwaltungssekretär;
 eine als Direktionshauptsekretär;
 eine als Sachbearbeiter-Buchhalter;
 eine als Kommis-Steno-Daktylograph;
 eine als Kommis.

Art. 4. Zum Ausführungspersonal dürfen weder die Bediensteten der Stufe 1 des Staates, der Region oder der Gemeinschaft noch die Inhaber eines gleichwertigen Grades, die in den anderen öffentlichen Diensten oder in den subventionierten Lehranstalten tätig sind, gehören.

Art. 5. Die Mitglieder des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region und — im weitestem Sinne — jedes öffentlichen Dienstes, die zur Zelle gehören werden, dürfen weder im Amt bleiben, noch die Aufgaben, die mit diesem Amt verbunden sind, — selbst teilweise — weiter ausüben.

Abschnitt 3. — Ernennungen und Arbeitsweise

Art. 6. Die Bediensteten der Zelle werden für eine Periode ernannt, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Exekutive zur Auflösung der vorläufigen Zelle abläuft.

Art. 7. Der Generaldirektor oder der beigeordnete Generaldirektor erhält die Dienstweisungen und -vorschriften vom Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört. Sie führen diese Anweisungen aus und erstatten dem vorerwähnten Minister jeden Monat Bericht.

Art. 8. Zur Ausführung der in Artikel 2 vorgesehenen Aufgaben sind die Bediensteten der Stufe 1 befugt, Untersuchungen in den Dienststellen der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für ländliche Wohnungsbauförderung durchzuführen.

Abschnitt 4. — Zulagen und Vergütungen

Art. 9. Die Gehälter und die Funktionskosten der Zelle gehen zu Lasten des Haushaltsplanes der Wallonischen Region — Teil Ministerium der Wallonischen Region.

Art. 10. Den Bediensteten der Zelle wird ein Ersatzgehalt gewährt, das in den nachstehenden Skalen, die auf das Personal der Ministerien Anwendung finden, festgesetzt ist.

Generaldirektor	16/1
Beigeordneter Generaldirektor	16/1
Aktuar	13/4
Berater	13/2
Hauptinformatiker	11/0
Hauptingenieur	11/0
Ingenieur	10/3
Informatiker	10/3
Verwaltungssekretär	10/1
Direktionshauptidekretär	22/4
Sachbearbeiter-Buchhalter	20/2
Kommis-Steno-Daktylograph	30/2
Kommis	30/1

Art. 11. Das Dienstverhältnis der Bediensteten der Zelle, die zu dem Personal der Ministerien und — im weitesten Sinne — jedes öffentlichen Dienstes oder einer subventionierten Lehranstalt gehören, wird durch den Königlichen Erlaß vom 13. November 1987 zur Festlegung des Dienstverhältnisses der mit einer Aufgabe beauftragten Staatsbediensteten geregelt.

Art. 12. Die Besoldungslage der Bediensteten der Zelle, die zu den Ministerien und — im weitesten Sinne — zu jedem öffentlichen Dienst oder zu einer subventionierten Lehranstalt gehören, wird wie folgt geregelt:

1° Der Arbeitgeber erlaubt die zeitweilige anderweitige Zuteilung seiner Bediensteten und gewährt ihnen eine Dienstbefreiung für die Lebensdauer der Zelle.

2° Während dieser Periode werden die Bediensteten ohne Dienstbezüge beurlaubt. Dieser Urlaub wird einer Periode von Diensttätigkeit gleichgestellt.

3° Die Periode der zeitweiligen anderweitigen Zuteilung wird für die Berechnung des Dienstalters und für die Gehaltserhöhung des Betroffenen berücksichtigt.

4° Die Bediensteten bekommen das in Artikel 10 vorgesehene Ersatzgehalt.

Art. 13. Die Bediensteten der Zelle beziehen die Kinderzulagen, die Geburtsbeihilfe, die Aufenthalts- oder Ortszulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendprämie und jegliche andere Zulage zu dem für die Staatsbediensteten vorgesehenen Sätzen und Bedingungen.

Abschnitt 5. — Allgemeine Bestimmungen betreffend die Zulagen und Vergütungen

Art. 14. Die in den Artikeln 10, 12 und 13 vorgesehenen Vergütungen und Zulagen werden jeden Monat nachträglich ausgezahlt. Die Vergütung bzw. die Zulage des Monats entspricht einem Zwölftel des Jahresbetrags. Wenn die Vergütung bzw. die Zulage des Monats nicht ganz auszuzahlen ist, wird sie gemäß der im Besoldungstatut der Staatsbediensteten vorgesehenen Regel in Dreißigsteln gezahlt.

Art. 15. Die in den Artikeln 10, 12 und 13 vorgesehenen Vergütungen und Zulagen sind an die Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise gebunden gemäß den Modalitäten, die durch das Gesetz vom 2. August 1971 zur Einführung eines Systems zur Bindung an den Index der Verbraucherpreise festgelegt worden sind. Zu diesem Zweck werden sie an den Index 114,20 gebunden.

Abschnitt 6. — Sonstige Kosten, Benutzung des Wagens

Art. 16. § 1. Für die Gewährung der Vergütungen für Aufenthaltskosten und in Sachen Fahrtkosten werden die Bediensteten der Zelle den Mitgliedern des Personals der Ministerien, die entsprechende Ämter ausüben, gleichgestellt. Diese Gleichstellung darf nicht zu dem Ergebnis führen, daß die Bediensteten der Zelle, die zum Personal der Ministerien gehören, in eine Kategorie eingeordnet werden, die unter der ihrem Grad entsprechenden Kategorie liegt.

§ 2. Die Artikel 1 bis 9 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten finden *mutatis mutandis* Anwendung auf die Bediensteten der Zelle.

§ 3. Der Königliche Erlaß vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen für Aufenthaltskosten der Mitglieder des Personals der Ministerien findet *mutatis mutandis* Anwendung auf die Bediensteten der Zelle.

Art. 17. Die Bediensteten der Zelle können die Erlaubnis erhalten, ihren eigenen Wagen zu benutzen und zwar unter den Bedingungen, die in demselben Erlaß für die Bediensteten, denen sie aufgrund dieses Artikels gleichgestellt sind, vorgesehen sind.

Sie sind von der Führung eines Fahrtenbuches befreit. Sie dürfen ihren eigenen Wagen für höchstens 10 000 km pro Jahr benutzen.

Abschnitt 7. — Abgangsgeld

Art. 18. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, kann den Personen, die in der Zelle ein Amt ausgeübt haben und die weder Amsträger in einer Dienststelle der Region, der Gemeinschaft oder des Staates, in einem anderen öffentlichen Dienst oder in einer subventionierten Lehranstalt sind, noch eine Pension zu Lasten der Staatskasse beziehen, eine pauschale Abgangszulage gewähren. Diese Zulage entspricht einem Monat der Kabinettszulage für die Personen, die während weniger als 12 Monaten ein Amt ausgeübt haben. Nach dieser Frist entspricht die Zulage drei Monaten.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, den Personen, die in der Zelle ein Amt ausgeübt haben und ausschließlich Träger eines oder mehrerer unvollständiger Ämter in einer Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region, der Gemeinschaft oder des Staates, in einem anderen öffentlichen Dienst oder in einer subventionierten Lehranstalt sind oder ausschließlich eine oder mehrere Pensionen in bezug auf eine oder mehrere unvollständige Laufbahnen zu Lasten der Staatskasse beziehen, eine pauschale Abgangszulage gewähren.

In diesem Fall werden die gemäß Artikel 12, Absatz 2 festgelegte Abgangszulage und die in den Artikeln 13 und 16 vorgesehenen Zulagen nicht berücksichtigt. Den Personen, die ihr Amt freiwillig aufgeben, wird keine Abgangszulage gewährt.

Abschnitt 8. — Funktionskosten und globale Höchstgrenze der Besoldungen

Art. 19. Die Funktionskosten dürfen im Durchschnitt für die Bediensteten der Zelle 100 000 BF pro Jahr nicht überschreiten. Dieser Betrag wird an den in Artikel 15 vorgesehenen Index von 114,20 gebunden.

Art. 20. Die Exekutive bestimmt die globale Höchstgrenze der Besoldungen und Zulagen für die Bediensteten der Zelle.

Abschnitt 9. — Schlussbestimmungen

Art. 21. Von den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses kann nur mit dem Einverständnis der Exekutive abgewichen werden.

Art. 22. Vorliegender Erlaß gilt ab dem 6. März 1986.

Art. 23. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, 6. März 1986.

Der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht,

A. DALEM

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,

M. WATHELET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 30

6 MAART 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot oprichting van een voorlopige administratieve cel

belast met de installatie van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 25 december 1984;

Gelet op de wet van 28 december 1984 houdende herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de werving van personeelsleden in de besturen en diensten van de Ministeries, inzonderheid op artikel 5, 2^o;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1982 tot regeling van haar werking en gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985;

Gelet op het besluit van 23 december 1985 van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Ledon van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is onverwijld alle beschikkingen te treffen om de uitvoering van het decreet van 25 oktober 1983 tot instelling van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting voor te bereiden,

Besluit:

Afdeling 1. — Bevoegdheden

Artikel 1. Een voorlopige administratieve cel voor de huisvesting, hierna genoemd « de cel » wordt ingesteld.

De cel wordt rechtstreeks geplaatst onder het gezag van de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort.

Art. 2. De cel is belast met de installatie van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting. Ze heeft met name als opdracht:

1^o de problemen ten gevolge van de ontbinding en van de vereffening van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij te onderzoeken;

2^o haar elke passende maatregel voor te leggen betreffende de overgang van het personeel, de opdrachten alsmede de rechten en verplichtingen van de hierboven genoemde inrichtingen;

3° haar voorstellen voor te leggen betreffende de door de Executieve te nemen reglementaire en andere maatregelen om de uitvoering van het decreet tot instelling van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting te verzekeren;

4° haar alle voorstellen te doen ten einde de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting in de mogelijkheid te stellen de door het decreet van 25 oktober 1984 toevertrouwde opdrachten zo goed mogelijk te vervullen op basis van de conclusies van de audit « waarderingsstudie van de sociale huisvesting in Wallonië ».

Afdeling 2. — Samenstelling

Art. 3. De cel bestaat uit maximaal twaalf personeelsleden die de volgende betrekkingen bekleden :

- een directeur-generaal;
- een adjunct-directeur-generaal;
- een actuaaris;
- twee adviseurs;
- een informaticus of eerstaanwendend informaticus;
- een bestuurssecretaris;
- een eerstaanwendend directiesecretaris;
- een rekenplichtig opsteller;
- een klerk-stenotypist;
- een klerk.

Art. 4. Kunnen van het uitvoeringspersoneel niet deel uitmaken, de Rijksambtenaren, de ambtenaren van niveau 1 van het gewest of van de gemeenschap noch de titularis van een gelijkwaardige graad die tot de andere openbare diensten of tot de gesubsidieerde onderwijsinstellingen behoren.

Art. 5. De leden van het Ministerie van het Waalse Gewest en in het algemeen van elke openbare dienst die gerechtigd zijn om van de cel deel uit te maken, kunnen in hun betrekking niet in dienst blijven, noch de bevoegdheden ervan, zelfs deeltijds, waarnemen.

Afdeling 3. — Benoeming en werking

Art. 6. De ambtenaren van de cel worden benoemd voor een periode die eindigt de dag waarop het besluit van de Executieve houdende ontbinding van de voorlopige cel in werking treedt.

Art. 7. De directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal ontvangen de instructies en de dienstopdrachten van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort. Zij voeren die instructies uit en brengen maandelijks verslag aan de hierboven vermelde Minister uit.

Art. 8. De ambtenaren van niveau 1 van de cel hebben met het oog op de in artikel 2 bepaalde uitvoering alle rechten van onderzoek in de diensten van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij.

Afdeling 4. — Toelagen en uitkeringen

Art. 9. De wedden en werkingskosten van de cel komen ten laste van de begroting van het Waalse Gewest — afdeling Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 10. Een toelage vastgesteld volgens de hierna vermelde weddeschalen die van toepassing zijn op de ministeries, wordt ter vervanging van de wedde aan de leden van personeel van de cel toegekend.

— directeur-generaal	16/1
— adjunct-directeur-generaal	16/1
— actuaaris	13/4
— adviseur	13/2
— eerstaanwendend informaticus	11/6
— eerstaanwendend ingenieur	11/6
— ingenieur	10/3
— informaticus	10/3
— bestuurssecretaris	10/1
— eerstaanwendend directiesecretaris	22/4
— rekenplichtig opsteller	20/2
— klerk-stenotypist	30/2
— klerk	30/1

Art. 11. De administratieve toestand van de ambtenaren van de cel die van het personeel van de ministeries, en in het algemeen van elke openbare dienst of van een gesubsidieerde onderwijsinstelling deel uitmaken, wordt geregeld door het koninklijk besluit van 13 november 1987 tot vaststelling van de administratieve toestand van de Rijksambtenaren belast met een opdracht.

Art. 12. Het geldelijk statuut van de ambtenaren van de cel die aan ministeries, en in het algemeen van elke openbare dienst of van een gesubsidieerde onderwijsinstelling deel uitmaken, wordt als volgt geregeld :

1° de werkgever geeft toestemming tot detachering van zijn ambtenaren toe en verleent hen voor de duur van de cel een dienstvrijstelling;

2° tijdens die periode worden de ambtenaren met verlof zonder wedde gesteld. Dit verlof wordt met een periode van actieve dienst gelijkgesteld;

3° de duur van de detachering wordt voor de berekening van de anciënniteit en voor de bevordering tot een hogere wedde van de betrokkene in acht genomen;

4° de ambtenaren krijgen de in artikel 10 bedoelde uitkering ter vervanging van de wedde.

Art. 13. De ambtenaren van de cel genieten kinderbijslag, kraamgeld, een haard- of standplaatsvergoeding, vakantiegeld, een toelage voor programmatie en enige andere toelage tegen de rentevoet en volgens de voorwaarden bepaald voor het personeel van de Rijksambtenaren.

Afdeling 5. — Algemene bepalingen betreffende toelagen en uitkeringen

Art. 14. De in de artikelen 10, 12, 13 bedoelde uitkeringen en toelagen worden maandelijks na vervallen termijn uitbetaald. Wanneer de uitkering of de toelage niet voor een volle maand verschuldigd is, wordt zij overeenkomstig de in het geldelijke statuut van de Rijksambtenaren bepaalde regel bij dertigsten berekend.

Art. 15. De in de artikelen 10, 12 en 13 bepaalde uitkeringen en toelagen worden aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen gekoppeld overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige sociale uitkeringen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld; daartoe worden zij aan spilindex 114,20 gekoppeld.

Afdeling 6. — Diverse kosten, gebruik van een wagen

Art. 16. § 1. Met het oog op het verlenen van uitkeringen wegens verblijf en reiskosten worden de ambtenaren van de cel gelijkgesteld met het personeel van de ministeries dat gelijkwaardige ambten uitoefent. Die gelijkstelling mag niet tot gevolg hebben de ambtenaren behorende tot het personeel van ministeries in een categorie welke lager is dan die van hun graad te rangschikken.

§ 2. De artikelen 1 tot 9 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten worden *mutatis mutandis* toegepast op de ambtenaren van de cel.

§ 3. Het koninklijk besluit van 24 december 1964 houdende vaststelling van de vergoedingen voor verblijfskosten van het personeel der ministeries wordt *mutatis mutandis* toegepast op de ambtenaren van de cel.

Art. 17. De ambtenaren van de cel kunnen gemachtigd worden van hun eigen wagen gebruik te maken volgens de voorwaarden bepaald in hetzelfde besluit voor de ambtenaren met wie zij door dit artikel worden gelijkgesteld. Zij worden vrijgesteld van het houden van de reilswijzer. Het totaal van de machtiging tot gebruik van een persoonlijke wagen mag 10 000 km jaarlijks niet overschrijden.

Afdeling 7. — Uitkeringen wegens vertrek

Art. 18. De Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort kan een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan de personen die in de cel een ambt hebben uitgeoefend en die hetzij geen titularis zijn van een ambt in een dienst van het gewest, van de gemeenschap of van de Staat, van een andere openbare dienst of van een gesubsidieerde onderwijsinstelling, hetzij titularis zijn van een pensioen ten laste van de Openbare Schatkist.

Die toelage is gelijk aan één maand van de Kabinetstoelage voor de personen die tijdens minder dan 12 maanden een ambt hebben uitgeoefend. Na die termijn is de toelage gelijk aan drie maanden.

In afwijking van het eerste lid kan de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan de personen die in de cel een ambt hebben uitgeoefend en die exclusief titularis zijn van hetzij één of verschillende onvolledige ambten in een dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest, van de Gemeenschap of van de Staat, in een andere openbare dienst of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, hetzij titularis zijn van één of verschillende pensioenen ten laste van de Openbare Schatkist die op één of verschillende onvolledige loopbanen betrekking hebben.

In dit geval komen de overeenkomstig het tweede lid van artikel 12 vastgestelde vertrektoelage en de in de artikelen 13 en 16 voorziene toelagen niet in aanmerking.

Geen vertrektoelage is verschuldigd aan de personen die hun ambt uit eigen wil neerleggen.

Afdeling 8. — Werkingskosten en gezamenlijke grensbedrag van de wedden

Art. 19. Het gemiddelde van de werkingskosten van de ambtenaren van de cel mag niet meer dan 100 000 F per jaar bedragen.

Dit bedrag wordt aan het in artikel 15 bedoelde spilindex 114,20 gekoppeld.

Art. 20. De Executieve stelt het gezamenlijke grensbedrag vast van de wedden en toelagen van de ambtenaren van de cel.

Afdeling 9. — Slotbepalingen

Art. 21. Er kan alleen van de bepalingen van dit besluit afgeweken worden na machtiging van de Executieve.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 6 maart 1986.

Art. 23. De Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 6 maart 1986.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
M. WATHELET

De Minister voor de Huisvesting en het Toezicht,
A. DALEM

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 19 décembre 1986 M. Marlier, P., juge au tribunal de première instance de Charleroi, est désigné aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, pour un terme d'un an prenant cours le 8 janvier 1987.

Par arrêté ministériel du 18 novembre 1986 la désignation de Mme Scevenels, M., aux fonctions de stagiaire au parquet du tribunal de première instance de Bruxelles, est renouvelée pour un terme d'un an prenant cours le 16 janvier 1987.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 19 december 1986 is de heer Marlier, P., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, aangewezen tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, voor een termijn van één jaar met ingang van 8 januari 1987.

Bij ministerieel besluit van 18 november 1986 is de aanwijzing van Mevr. Scevenels, M., als stagiair in het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, hernieuwd voor een termijn van één jaar met ingang van 16 januari 1987.